Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 108° — Numero 240

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Lunedì, 25 settembre 1967

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10, Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 9 agosto 1967, n. 821.

Adesione alla Convenzione doganale relativa al materiale ricreativo destinato alla gente di mare, adottata a Bruxelles il 1° dicembre 1964 e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla Convenzione doganale relativa al materiale ricreativo destinato alla gente di mare, adottata a Bruxelles il 1° dicembre 1964.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione indicata nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'art. 13.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data ad Antagnod, addì 9 agosto 1967

SARAGAT

MORO — FANFANI — PRETI — NATALI

Visto, *il Guardasigilli:* REALE

Convenzione doganale relativa al materiale ricreativo destinato alla gente di mare

CONVENTION DOUANIÈRE RELATIVE AU MATÉRIEL DE BIEN-ÊTRE DESTINÉ AUX GENS DE MER

PREAMBULE

Les Parties Contractantes à la présente Convention, élaborée sous les auspices du Conseil de coopération douanière, à l'initiative et avec le concours de l'Organisation internationale du travail;

Souhaitant accroître le bien-être des gens de mer à bord des navires affectés au trafic maritime international;

Convaincues que l'adoption de dispositions douanières uniformes facilitant le transfert du matériel de bien-être et son utilisation par les gens de mer peut contribuer à y parvenir;

Sont convenues de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

Définitions et champ d'application

Article premier.

Aux fins de la présente Convention, on entend:

(*a*) par « matériel de bien-être », le matériel destiné aux activités de caractère culturel, éducatif, récréatif, religieux ou sportif des gens de mer et notamment les livres et imprimés, le matériel audio-visuel, les articles de sport, le matériel pour la pratique des jeux ou passe-temps, les objets du culte et les vêtements sacerdotaux, dont la liste, qui n'est pas limitative, est annexée à la présente Convention;

b) par « gens de mer », toutes les personnes transportées à bord d'un navire qui sont chargées de tâches se rapportant au fonctionnement ou au service de celui-ci en mer;

(*c*) par « établissements de caractère culturel ou social », les foyers, les clubs et les locaux de récréation pour gens de mer, gérés soit par des organismes officiels, soit par des organisations religieuses ou autres à but non lucratif, ainsi que les lieux du culte où sont célébrés régulièrement des offices à l'intention des gens de mer;

(*d*) par « droits et taxes à l'importation », les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

(*e*) par « ratification », la ratification proprement dite, l'acceptation ou l'approbation;

(*f*) par « Conseil » l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950.

Article 2.

La présente Convention vise l'importation dans le territoire d'une Partie Contractante de matériel de bien-être à l'usage des gens de mer à bord de navires étrangers affectés au trafic maritime international.

CHAPITRE II

Facilités en faveur du matériel de bien-être utilisé ou destiné a être utilisé a bord de navires

Article 3.

1. — Les Parties contractantes s'engagent à accorder au matériel de bien-être, dans les cas énumérés à l'article 4 et sous réserve de réexportation, la suspension:

(*a*) des droits et taxes à l'importation;

(*b*) de toute mesure concernant les prohibitions ou restrictions, autres que celles dérivant de l'application des réglementations relatives à la moralité et à la sécurité publiques, à l'hygiène ou à la santé publiques ou fondées sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phytopathologique.

2. — Pour l'octroi de ces facilités, les Parties contractantes appliqueront une procédure comportant le minimum de formalités et de délais.

3. — L'application des dispositions relatives aux prohibitions ou restrictions imposées dans l'intérêt de la moralité publique ne doit pas entraver la rapidité du transfert du matériel de bien-être dans les cas visés aux alinéas (*a*), (*b*) et (*c*) de l'article 4.

Article 4.

Les facilités prévues à l'article 3 sont applicables au matériel de bien-être:

(*a*) importé dans le territoire d'une Partie contractante pour être embarqué, en vue de son utilisation à bord, sur un navire étranger affecté au trafic maritime international qui se trouve dans un port de ce territoire;

(*b*) débarqué d'un navire pour être transféré, en vue de son utilisation à bord, sur un navire étranger affecté au trafic maritime international qui se trouve dans le même port ou dans un autre port du même territoire;

(*c*) débarqué d'un navire pour être réexporté;

(*d*) destiné à être réparé;

(*e*) appelé à recevoir ultérieurement une des destinations prévues aux alinéas (*a*), (*b*), ou (*c*) du présent article;

(*f*) débarqué d'un navire pour être utilisé temporairement à terre par l'equipage pour une durée ne dépassant pas celle de l'escale dans le port.

CHAPITRE III

Facilités en faveur du matériel de bien-être destiné à être utilisé dans les établissements de caractère culturel ou social

Article 5.

Les facilités prévues à l'article 3 sont étendues, sous réserve du minimum de formalités indispensable au contrôle, au matériel de bien-être importé temporairement pour une période ne dépassant pas six mois et destiné a être utilisé dans les établissements de caractère culturel ou social.

CHAPITRE IV

Divers

Article 6.

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima. Elles ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

Article 7.

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

Article 8.

Toute substitution, fausse déclaration ou manoeuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne ou un objet des facilités prévues par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays où l'infraction est commise, aux sanctions prévues par les lois et réglements de ce pays et, le cas échéant, au paiement des droits et taxes à l'importation exigibles.

Article 9.

L'Annexe à la présente Convention est considérée comme faisant partie intégrante de celle-ci.

CHAPITRE V

Clauses finales

Article 10.

1. — Les Parties contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

2. — Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire général du Conseil, sur la demande d'une Partie contractante, et, sauf décision contraire des Parties contractantes, elles se tiennent au siège du Conseil.

3. — Les Parties contractantes établissent le règlement intérieur de leurs réunions. Les décisions des Parties contractantes sont prises à la majorité des deux-tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote.

4. — Les Parties contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

Article 11.

1. — Tout différend entre Parties contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, régle par voie de négociations directes entre lesdites Parties.

2. — Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les parties en cause, devant les Parties contractantes réunies dans les conditions prévues à l'article 10 de la présente Convention, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. — Les Parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties contractantes.

Article 12.

1. — Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses Institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention:

(*a*) en la signant, sans réserve de ratification;

(*b*) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou

(*c*) en y adhérant.

2. — La présente Convention est ouverte jusqu'au 30 septembre 1965, au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent article. Aprés cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. — Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire général du Conseil, sur la demande des Parties contractantes, peut devenir Partie contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

4. — Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général du Conseil.

Article 13.

1. — La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article 12 de la présente Convention l'ont signée sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. — A l'égard de tout Etat qui signe la présente Convention sans réserve de ratification, qui la ratifie ou y adhère, après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur trois mois après que ledit Etat a signé sans réserve de ratification ou déposé son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 14.

1. — La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'article 13 de la présente Convention.

2. — La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire général du Conseil.

3. — La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire général du Conseil.

Article 15.

1. — Les Parties contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessus, peuvent recommander des amendements à la présente Convention.

2. — Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le Secrétaire général du Conseil à toutes les Parties contractantes, à tous les autres Etats signataires, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et au Directeur général du Bureau international du travail.

3. — Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement recommandé, toute Partie contractante peut faire connaître au Secrétaire général du Conseil:

(*a*) soit qu'elle a une objection à l'amendement recommandé;

(*b*) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement recommandé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

4. — Aussi longtemps qu'une Partie contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3 (*b*) n'a pas notifié son acceptation au Secrétaire général du Conseil, elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

5. — Si une objection à l'amendement recommandé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. — Si aucune objection à l'amendement recommandé n'à été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante:

(*a*) lorsqu'aucune Partie contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3 (*b*) du présent article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;

(*b*) lorsqu'une ou plusieurs Parties contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (*b*) du présent article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes:

(*i*) date à laquelle toutes les Parties contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire général du Conseil leur acceptation de l'amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;

(*ii*) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent article.

7. — Tout amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté.

8. — Le Secrétaire général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties contractantes et autres Etats signataires toute objection formulée conformément au paragraphe 3 (*a*) du présent article ainsi que toute communication adressée conformément au para-

graphe 3 (*b*). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties contractantes et autres Etats signataires si la ou les Parties contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou l'acceptent.

9. — Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 16.

1. — Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire général du Conseil que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire général la reçoit. Toutefois, la Convention ne peut devenir applicable aux territoires désignés dans la notification avant qu'elle ne soit entrée en vigueur à l'égard de l'Etat intéressé.

2. — Tout Etat ayant, en application du paragraphe 1 du présent article, notifié que la présente Convention s'étend à un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité, peut notifier au Secrétaire général du Conseil, conformément aux dispositions de l'article 14 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

Article 17.

1. — Tout Etat peut déclarer, au moment où il signe la présente Convention, la ratifie ou y adhère, ou bien, après être devenu Partie contractante à la Convention, notifier au Secrétaire général du Conseil qu'il ne se considère pas lié par les dispositions de l'article 5. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire général la reçoit.

2. — Toute Partie contractante qui a formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent article peut, à tout moment, lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général du Conseil.

3. — Aucune autre réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 18.

Le Secrétaire général du Conseil notifie à toutes lés Parties contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires, au Secrétaire général des Nations Unies et au Directeur général du Bureau international du travail:

(*a*) les signatures, ratifications et adhésions visées à l'article 12 de la présente Convention;

(*b*) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément à l'article 13;

(*c*) les dénonciations reçues conformément à l'article 14;

(*d*) les amendements réputés acceptés conformément à l'article 15 ainsi que la date de leur entrée en vigueur;

(*e*) les notifications reçues conformément à l'article 16;

(*f*) les déclarations et notifications reçues conformément à l'article 17, ainsi que la date à laquelle les réserves prennent effet ou celle à compter de laquelle elles sont levées.

Article 19.

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire général du Conseil.

En foi de quoi les soussignés à ce dûment autorisés ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le premier décembre mil neuf cent soixante-quatre, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 12 de la présente Convention.

Pour l'Afghanistan:

Pour l'Afrique du Sud (Rép. d'):
F. S. STEYN (27th September 1965);

Pour l'Albanie:

Pour l'Algérie:

Pour l'Allemagne (Rép. Féd. d'):
HERBERT SIEGFRIED, le 2 juin 1965, *sous réserve de ratification;*
KARL ZEPF, 2 Juni 1965;

Pour l'Argentine:

Pour l'Australie:
RALPH HARRY (le 28 septembre 1965, *sous réserve de ratification*);

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

Pour la Biélorussie (RSS de):

Pour la Birmanie:

Pour la Bolivie:

Pour le Brésil:

Pour la Bulgarie:

Pour le Burundi:

Pour le Cameroun:

Pour le Canada:

Pour Ceylan:

Pour le Chili:

Pour la Chine (Rép. de):

Pour Chypre:

Pour la Colombie:

Pour le Congo (Brazzaville):

Pour le Congo (Léopoldville):

Pour le Costa-Rica:

Pour la Côte d'Ivoire:
AOUSSOU KOFFI (le 11 juin 1965, *sous réserve de ratification*);

Pour Cuba:

Pour le Dahomey:

Pour le Danemark:
E. KNUTH (le 31 août 1965, *sous réserve de ratification*);

Pour l'Equateur:

Pour l'Espagne:
J. NUÑEZ IGLESIAS (le 27 septembre 1965, *sous réserve de ratification*);

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour l'Ethiopie:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Pour le Gabon:

Pour le Ghana:

Pour la Grèce:

Pour le Guatémala:

Pour la Guinée:

Pour Haïti:

Pour la Haute-Volta:

Pour le Honduras:

Pour la Hongrie:

Pour l'Inde:

Pour l'Indonésie:

Pour l'Iran:

Pour l'Irak:

Pour l'Irlande:

Pour l'Islande:

Pour Israël:

Pour l'Italie:

Pour la Jamaïque:

Pour le Japon:
M. YUKAWA (*sous réserve de ratification*);

Pour la Jordanie:

Pour le Kenya:

Pour le Koweit:

Pour le Laos:

Pour le Liban:
N. SADAKA (le 3 août 1965);

Pour le Libéria:

Pour la Libye:

Pour le Luxembourg:

Pour Madagascar:
A. RAZAFINDRABE (le 12 juillet 1965, *sous réserve de ratification*);

Pour la Malaisie:

Pour le Mali:

Pour le Maroc:

Pour la Mauritanie:

Pour le Mexique:

Pour le Nicaragua:

Pour le Niger:
A. SIDIKOU (le 8 juillet 1965);

Pour la Nigéria:

Pour la Norvège:
OTTO KILDAL (le 10 septembre 1965);

Pour la Nouvelle-Zélande:
DONALD W. WOODWARD (3 June 1965. *In signing the present Convention the Government of New Zealand declares, pursuant to Article* 17, *that it does not consider itself bound by the provisions of Article* 5);

Pour l'Ouganda:

Pour le Pakistan:

Pour le Panama:

Pour le Paraguay:

Pour les Pays-Bas (Royaume des):

Pour le Pérou:

Pour les Philippines:

Pour la Pologne:
WACLAW KLIMAS (le 28 septembre 1965, *sous réserve de ratification*);

Pour le Portugal:

Pour la République Arabe Syrienne:

Pour la République Arabe Unie:

Pour la République Centrafricaine:

Pour la République Dominicaine:

Pour la République Unie du Tanganyika et de Zanzibar:

Pour la Roumanie:
C. POPESCO (le 30 septembre 1965, *sous réserve de ratification*);

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
RODERICK E. BARCLAY (June 4 th 1965. *Subject to ratification. In accordance with the provisions of para.* 1 *of Article* 17 *the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland declares that it does not consider itself bound by the provisions of Article* 5 *of the Convention.*

Pour le Rwanda:

Pour le Salvador:

Pour le Sénégal:

Pour la Sierra Leone:

Pour la Somalie:

Pour le Soudan:

Pour la Suède:

FREDRIK BERGENSTRAHLE (le 28 septembre 1965, *sous réserve de ratification avec l'assentiment du Riksdag*);

Pour la Suisse:

ZUBER (le 28 septembre 1965, *sous réserve de ratification*).

Pour le Tchad:

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour la Thaïlande:

Pour le Togo:

Pour Trinidad et Tobago:

Pour la Tunisie:

SLAHEDDINE EL GOULLI (14 juillet 1965);

Pour la Turquie:

Pour l'Ukraine (RSS d'):

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Pour l'Uruguay:

Pour le Vénézuéla:

Pour le Viet-Nam (Rép. de):

Pour la Yougoslavie:

Pour la Zambie:

ANNEXE

Liste non limitative du matériel de bien-être

(*a*) *Livres et imprimés, tels que*:

Livres de tous genres;
Cours par correspondance;
Journaux et publications périodiques;
Brochures donnant des informations sur les services de bien-être existant dans les ports.

(*b*) *Matériel audio-visuel, tel que*:

Appareils de reproduction du son;
Enregistreurs à bandes magnétiques;
Poste récepteurs de radiodiffusion, postes récepteurs de télévision;
Appareils de projection;
Enregistrement sur disques ou sur bandes magnétiques (cours de langues, émissions radiodiffusées, voeux, musique et divertissements);
Films impressionés et développés;
Diapositives.

(*c*) *Articles de sport, tels que*:

Vêtements de sport;
Ballons et balles;
Raquettes et filets;
Jeux de pont;
Matériel d'athlétisme;
Matériel de gymnastique.

(*d*) *Matériel pour la pratique des jeux ou passe-temps, tel que*:

Jeux de société;
Instruments de musique;
Matériel et accessoires de théâtre d'amateurs;
Matériel pour la peinture artistique; la sculpture; le travail du bois, des métaux, etc; la confection des tapis.

(*e*) *Objets du culte et vêtements sacerdotaux.*

(*f*) *Parties, pièces détachées et accessoires du matériel de bien-être.*

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 luglio 1967, n. **822.**

Riconoscimento della personalità giuridica del Comitato Elettrotecnico Italiano - CEI, con sede in Milano.

N. 822. Decreto del Presidente della Repubblica 11 luglio 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato, viene riconosciuta la personalità giuridica del Comitato Elettrotecnico Italiano CEI, con sede in Milano, e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *settembre* 1967
Atti del Governo, registro n. 213, *foglio n.* 58. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 luglio 1967, n. **823.**

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia di S. Cataldo, nel comune di Bella (Potenza).

N. 823. Decreto del Presidente della Repubblica 25 luglio 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Muro Lucano in data 16 ottobre 1955, integrato con due dichiarazioni entrambe del 20 febbraio 1967, relativo alla erezione della Parrocchia di S. Cataldo, in frazione omonima del comune di Bella (Potenza).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *settembre* 1967
Atti del Governo, registro n. 213, *foglio n.* 64. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 luglio 1967, n. **824.**

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia della Beata Vergine Maria Nascente, nel comune di Altavilla Vicentina (Vicenza).

N. 824. Decreto del Presidente della Repubblica 28 luglio 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Vicenza in data 18 agosto 1964, integrato con dichiarazione del 10 giugno 1966, relativo alla erezione della Parrocchia della Beata Vergine Maria Nascente, in frazione Tavernelle del comune di Altavilla Vicentina (Vicenza).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *settembre* 1967
Atti del Governo, registro n. 213, *foglio n.* 66. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 14 agosto 1967, n. **825**.

Estinzione dell'Opera pia « Ospedale di Montemaggio », con sede in San Leo (Pesaro-Urbino).

N. 825. Decreto del Presidente della Repubblica 14 agosto 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, l'Opera pia « Ospedale di Montemaggio », con sede in San Leo (Pesaro-Urbino), viene dichiarata estinta ed il relativo patrimonio devoluto al locale Ente Comunale di Assistenza.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *settembre* 1967
Atti del Governo, registro n. 213, *foglio n.* 74. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 14 agosto 1967, n. **826**.

Estinzione delle Opere pie « Quarantucci », « Ospedale Sorbolongo » e « Malati poveri », con sede in S. Ippolito (Pesaro-Urbino).

N. 826. Decreto del Presidente della Repubblica 14 agosto 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, le Opere pie « Quarantucci », « Ospedale Sorbolongo » e « Malati Poveri », con sede in S. Ippolito (Pesaro-Urbino), vengono dichiarate estinte ed i relativi patrimoni devoluti al locale Ente Comunale di Assistenza.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *settembre* 1967
Atti del Governo, registro n. 213, *foglio n.* 73. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 14 agosto 1967, n. **827**.

Fusione in un unico ente delle Fondazioni « Edoardo Almagià » e « Roberto Almagià », con sede in Ancona.

N. 827. Decreto del Presidente della Repubblica 14 agosto 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, le Fondazioni « Edoardo Almagià » e « Roberto Almagià », con sede in Ancona, vengono fuse in un unico ente denominato « Fondazione Edoardo e Roberto Almagià » sotto l'amministrazione del locale Ente Comunale di Assistenza. Viene, inoltre, approvato lo statuto della Fondazione anzidetta.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *settembre* 1967
Atti del Governo, registro n. 213, *foglio n.* 72. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 luglio 1967.

Quinto elenco suppletivo delle acque pubbliche in provincia di Siena.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti l'elenco delle acque pubbliche in territorio della provincia di Siena approvato con regio decreto 7 maggio 1899; il primo elenco suppletivo approvato con regio decreto 9 settembre 1903; il secondo elenco suppletivo approvato con regio decreto 17 febbraio 1907; il terzo elenco suppletivo approvato con regio decreto 26 febbraio 1920; ed il quarto elenco suppletivo approvato con regio decreto 5 novembre 1925, n. 10825;

Visto la schema del quinto elenco suppletivo, compilato a cura del Ministero dei lavori pubblici, nel quale è incluso il solo pozzo denominato Basili;

Visti gli atti dell'istruttoria, esperita a norma di legge, durante la quale non sono state prodotte opposizioni nè reclami;

Considerato che le acque del succitato pozzo incluso nell'elenco suppletivo di che trattasi hanno acquistato i requisiti di cui all'art. 1 del testo unico 11 dicembre 1933, n. 1775, in quanto sono destinate ad alimentare un acquedotto rurale, in corso di costruzione, per le frazioni di Chiusure, Palazzo Venturi e Monte Oliveto del comune di Asciano;

che, pertanto, l'elenco suppletivo in questione può essere approvato;

Sentito il parere del Consiglio superiore dei lavori pubblici reso con voto n. 812, nell'adunanza del 18 maggio 1967;

Visti il testo unico di leggi sulle acque e sugli impianti elettrici approvato con regio decreto 11 dicembre 1933, n. 1775 e le relative norme regolamentari;

Sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici;

Decreta:

E' approvato il quinto elenco suppletivo delle acque pubbliche in territorio della provincia di Siena giusta l'unito esemplare vistato dal Ministro proponente ch'è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 18 luglio 1967

SARAGAT

MANCINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 25 agosto 1967
Registro n. 19 *Lavori pubblici, foglio n.* 329

Quinto elenco suppletivo delle acque pubbliche in provincia di Siena

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	FOCE O SBOCCO	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua
1	2	3	4	5
194 bis	Pozzo Basili - bacino del n. 194 . . .	—	Asciano	L'acqua proveniente dal pozzo. Trattasi di acqua sotterranea da estrarre artificialmente con pompa. Il pozzo trovasi presso la strada provinciale Lauretana Asciano-S. Gimignanello a m. 75 prima del bivio della comunale per Serre di Rapolano.

Visto: *Il Ministro*: MANCINI

(9676)

DECRETO MINISTERIALE 21 giugno 1967.

Classificazione tra le statali della strada n. 551 « Traversa del Mugello ».

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Vista la legge 12 febbraio 1958, n. 126;

Visto il decreto ministeriale 27 marzo 1959, registrato alla Corte dei conti il 23 giugno 1959 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana n. 181 del 30 luglio 1959, con il quale, ai sensi e per gli effetti della citata legge n. 126, è stato approvato il piano generale delle strade aventi i requisiti per poter essere classificate statali;

Ritenuto che al n. 69 di detto piano è prevista la strada: innesto strada statale n. 65 « della Futa » presso il bivio di Novoli - borgo S. Lorenzo - innesto strada statale n. 67 « Tosco Romagnola » in località Dicomano, della lunghezza di km. 22+454;

Considerata l'opportunità di includere detta arteria nella rete delle strade statali;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti della legge 12 febbraio 1958, n. 126, la strada: innesto strada statale n. 65 « della Futa » presso il bivio di Novoli - borgo S. Lorenzo - innesto strada statale n. 67 « Tosco Romagnola » in località Dicomano, della lunghezza di km. 22+454, è classificata statale con la denominazione di strada statale n. 551 « Traversa del Mugello ».

Il presente decreto, registrato alla Corte dei conti, sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 21 giugno 1967

Il Ministro: MANCINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 *luglio* 1967
Registro n. 17 *Lavori pubblici, foglio n.* 99

(9901)

DECRETO MINISTERIALE 5 luglio 1967.

Classificazione tra le statali della strada provinciale « Castelleonese-Cremona » e declassificazione da statale a provinciale della strada statale n. 415 « Paullese prolungamento ».

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Viste le leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014;

Visto il decreto ministeriale 26 novembre 1962 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana n. 25 del 28 gennaio 1963, con il quale è stata classificata statale, con la denominazione di strada statale n. 415 « Paulese » l'arteria Milano - Linate - Crema - Castelleone con riserva di provvedere, con successivo decreto, al completo collegamento tra Cremona e Milano, in relazione agli ulteriori accertamenti necessari per decidere la più adeguata soluzione;

Visto il decreto ministeriale 14 maggio 1964 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana n. 170 del 13 luglio 1964, con il quale è stata classificata statale con la denominazione di strada statale n. 415 « Paullese prolungamento » l'arteria Castelleone - Soresina - Casalmorano;

Vista la deliberazione 25 settembre 1965, n. 24, con la quale l'Amministrazione provinciale di Cremona alla unanimità ha chiesto la inclusione nella rete statale della strada provinciale « Castelleonese » e la conseguente declassificazione da statale a provinciale della sopradescritta strada statale n. 415 « Paullese prolungamento »;

Ritenuto che la strada provinciale « Castelleonese » dell'estesa di km. 28+370 costituendo il naturale prolungamento della strada « Paullese » per un più diretto allacciamento tra i capoluoghi di provincia di Milano e Cremona e realizzando inoltre un importante collegamento tra le due strade statali n. 415 « Paullese » e n. 498 « Soncinese » possiede i requisiti di cui all'articolo 2 della citata legge n. 126 per essere classificata statale;

Sentiti a norma della citata legge n. 126 il Consiglio d'amministrazione dell'A.N.A.S. ed il Consiglio superiore dei lavori pubblici che si sono pronunciati rispettivamente il 29 novembre 1966 ed il 18 aprile 1967;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti delle leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014:

1) la strada provinciale « Castelleonese » con itinerario: innesto strada statale n. 415 « Paullese » presso Castelleone, località santuario della Misericordia - innesto strada statale n. 498 « Licinese » presso Cremona, è classificata statale ed entra a far parte della strada statale n. 415 « Paullese » il cui itinerario e l'estesa divengono: Milano - Linate - Crema - Castelleone - Cremona, km. 81+170;

2) la strada n. 415 « Paullese prolungamento » lunga km. 10+900 con itinerario Castelleone - Soresina - Casalmorano viene declassificata da statale a provinciale ed inclusa nell'elenco delle strade della provincia di Cremona.

Il presente decreto, registrato alla Corte dei conti, sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 5 luglio 1967

Il Ministro: MANCINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 *luglio* 1967
Registro n. 17 *Lavori pubblici, foglio n.* 102

(9900)

DECRETO MINISTERIALE 8 settembre 1967.

Scioglimento degli organi amministrativi della Cassa rurale ed artigiana di Paliano, società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in Paliano (Frosinone).

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con regio-decreto 26 agosto 1937, n. 1706, modificato con la legge 4 agosto 1955, n. 707;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Considerato che nei confronti della Cassa rurale ed artigiana di Paliano - società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in Paliano (Frosinone) - ricorrono gli estremi previsti nell'articolo 57, lettere *a*) e *b*), del citato regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni, per lo scioglimento degli organi amministrativi dell'azienda e la sottoposizione della stessa all'amministrazione straordinaria di che al titolo 7°, capo 2° del medesimo regio decreto-legge n. 375;

Sulla proposta della Banca d'Italia;

Ritenuta l'urgenza;

Decreta:

Gli organi amministrativi della Cassa rurale ed artigiana di Paliano - società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in Paliano (Frosinone) - sono sciolti in applicazione del combinato disposto degli articoli 33 del testo unico, approvato con regio decreto 26 agosto 1937, n. 1706, modificato con la legge 4 agosto 1955, n. 707, e 57 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 settembre 1967

Il Ministro: COLOMBO

(9929)

RELAZIONE e DECRETO PREFETTIZIO 5 settembre 1967.
Proroga della gestione commissariale del comune di Casal di Principe (Caserta).

Relazione illustrativa

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 6 giugno 1967 venne sciolto il Consiglio comunale di Casal di Principe e nominato un commissario straordinario per la provvisoria amministrazione del Comune nella persona del vice prefetto dott. Francesco Capano.

Questi si è accinto subito all'opera di sistemazione di diversi importanti settori dell'attività comunale, che avevano sensibilmente risentito della crisi che condusse allo scioglimento dell'Amministrazione ordinaria. Nel quadro di tale opera, ha iniziato una serie di pratiche concernenti sia la sistemazione finanziaria del Comune che la attuazione di importanti opere pubbliche delle quali la popolazione avvertiva particolarmente l'urgenza, per cui si rende necessario che l'opera intrapresa dal commissario venga proseguita.

Si è, pertanto, provveduto, con decreto in data odierna, a prorogare la gestione commissariale straordinaria di mesi 3 a decorrere dal 6 settembre 1967, a norma dell'art. 103 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839.

Caserta, addì 5 settembre 1967

Il prefetto: LATTARI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CASERTA

Visto il decreto in data 6 giugno 1967 del Presidente della Repubblica, con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Casal di Principe ai sensi degli articoli 323 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale e 106 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2389;

Ritenuto che la gestione commissariale dell'anzidetto Comune debba essere prorogata di tre mesi a norma del citato art. 323 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale, per consentire al commissario straordinario di proseguire nell'intrapresa opera di sistemazione di diversi importanti servizi comunali;

Visto l'art. 103 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839;

Decreta:

La gestione commissariale straordinaria del comune di Casal di Principe è prorogata di tre mesi, a decorrere dal 6 corrente.

Il vice prefetto dott. Francesco Capano viene confermato nell'incarico di commissario straordinario per la provvisoria gestione del Comune suddetto.

Caserta, addì 5 settembre 1967

Il prefetto: LATTARI

(9889)

RELAZIONE e DECRETO PREFETTIZIO 5 settembre 1967.
Proroga della gestione commissariale del comune di Letino (Caserta).

Relazione illustrativa

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 6 giugno 1967 venne sciolto il Consiglio comunale di Letino e nominato un commissario straordinario per la provvisoria amministrazione del Comune nella persona del dott. Luigi Damiano, consigliere di Prefettura.

Attesa la necessità che il commissario prosegua nell'intrapresa azione di sistemazione finanziaria del Comune e di attuazione di importanti opere pubbliche delle quali la popolazione avverte la particolare urgenza, si è provveduto, con decreto in data odierna, a prorogare la gestione commissariale straordinaria di 3 mesi, a decorrere del 6 settembre 1967, a norma dell'art. 103 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839.

Caserta, addì 5 settembre 1967

p. *Il prefetto*: CAPANO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CASERTA

Visto il decreto in data 6 giugno 1967 del Presidente della Repubblica, con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Letino ai sensi degli articoli 323 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale e 106 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839;

Ritenuto che la gestione commissariale dell'anzidetto Comune debba essere prorogata di tre mesi, a norma del citato art. 323 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale, per consentire al commissario straordinario di proseguire nell'intrapresa opera di sistemazione di diversi, importanti servizi comunali;

Visto l'art. 103 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839;

Decreta:

La gestione commissariale straordinaria del comune di Letino è prorogata di tre mesi, a decorrere dal 6 corrente.

Il consigliere di Prefettura dott. Luigi Damiano viene confermato nell'incarico di commissario straordinario per la provvisoria gestione del Comune suddetto.

Caserta, addì 5 settembre 1967

p. *Il prefetto*: CAPANO

(9890)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Ortona ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 14 settembre 1967, il comune di Ortona (Chieti) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 267.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9921)

Autorizzazione al comune di San Michele Salentino ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1967.

Con decreto ministeriale in data 14 settembre 1967, il comune di San Michele Salentino (Brindisi) viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 50.723.215, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9922)

MINISTERO DELLA DIFESA

Rettifica apportata a precedente decreto di concessione di decorazione al valor militare per attività partigiana

Decreto presidenziale 20 *giugno* 1967
registrato alla Corte dei conti, addì 28 *agosto* 1967
registro n. 97 *Difesa, foglio n.* 384

Il decreto presidenziale 16 marzo 1956 relativo alla concessione della medaglia di bronzo al valor militare in favore del partigiano combattente Blasi Alfredo, sergente maggiore di artiglieria, è rettificato nella data del fatto d'arme come segue:

da: « Albania, 8 settembre 1943-novembre 1944 »;
in: « Albania, novembre 1943-novembre 1944 ».

(9670)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Nomina del commissario liquidatore della disciolta Società cooperativa muratori Gabriele Bertazzolo, con sede in Governolo di Roncoferraro (Mantova).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 7 settembre 1967 il dott. Riccardo Di Mattei è nominato commissario liquidatore della Società cooperativa muratori Gabriele Bertazzolo, con sede in Governolo di Roncoferraro (Mantova) già sciolta senza liquidatore al n. ord. 13 del decreto in data 27 aprile 1967.

(9708)

Scioglimento della Società cooperativa di consumo « Cooperativa del Popolo di Gallo », con sede in Gallo di Poggio Renatico (Ferrara).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 7 settembre 1967 la Società cooperativa di consumo « Cooperativa del Popolo di Gallo », con sede in Gallo di Poggio Renatico (Ferrara), costituita per rogito Guirini in data 8 settembre 1945, rep. 8193/5569, è stata sciolta, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, con nomina di commissario liquidatore nella persona del geom. Eros Bolognesi.

(9710)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Nomina del commissario governativo per la gestione straordinaria della Sezione autonoma zolfatai, istituita presso l'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Palermo.

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 7248 del 21 agosto 1967, il dott. ing. Vittorio Agujari, commissario governativo dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Palermo, è stato nominato fino al 17 novembre 1967, commissario governativo per la gestione straordinaria della Sezione autonoma zolfatai istituita presso l'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Palermo.

(9608)

Conferma del commissario governativo per la gestione straordinaria della Sezione autonoma zolfatai, istituita presso l'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Enna.

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 7250 in data 21 agosto 1967 il dott. Calogero La Porta, presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Enna, è stato confermato, per la durata di mesi sei, commissario governativo per la gestione straordinaria della Sezione autonoma zolfatai istituita presso l'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Enna.

(9609)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Inclusione coattiva di terreni nella zona di ripopolamento e cattura di Bientina (Pisa)

Con decreto ministeriale 18 agosto 1967, nella zona di ripopolamento e cattura di Bientina (Pisa), di cui alle deliberazioni del Presidente della Giunta provinciale di Pisa in data 3 gennaio 1966 della superficie di ha. 683.84.70, vengono inclusi coattivamente, ai sensi dell'art. 53 del testo unico, terreni della estensione di ha. 7.44.60, di proprietà della ditta Nieri Giuseppe. La zona assume, pertanto, l'estensione complessiva di ha. 691.29.30.

(9725)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di « Macchine elettriche » presso la Facoltà di ingegneria dell'Università di Bari

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di ingegneria dell'Università di Bari, è vacante la cattedra di « Macchine elettriche » alla cui copertura la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(9963)

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica del 4 luglio 1965 registrato alla Corte dei conti il 5 giugno 1967, registro n. 47 Pubblica istruzione, foglio n. 206, è stato accolto il ricorso straordinario proposto dal sig. Roberto Ferruccio avverso la deliberazione 30 gennaio 1961 del Consiglio d'amministrazione dell'Istituto professionale per l'agricoltura per il Molise, che ratificava il provvedimento di licenziamento dell'interessato, adottato in data 3 settembre 1960 dal Preside reggente dell'Istituto stesso.

(9734)

MINISTERO DELLE FINANZE

Tabelle dei prelievi applicabili a talune categorie di alimenti composti per animali indicate dall'art. 1 del Regolamento comunitario n. 166/64, per il periodo dal 1° gennaio 1967 al 5 marzo 1967

Prelievi applicabili a talune categorie di alimenti composti per animali indicate dall'articolo 1 del Regolamento comunitario n. 166/64, contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19/62 o il Regolamento comunitario n. 16/64 e/o prodotti delle voci doganali 04.01, 04.02, 04.03, 04.04 e 17.02-A-II, in provenienza da:

— Stati membri della C.E.E., quando tali prodotti sono accompagnati da certificato di circolazione Mod. D.D. 4 dal quale risulti che l'esportatore ha chiesto od ottenuto, nello Stato membro di provenienza, una restituzione del prelievo a « livello Italia », ovvero che non ha beneficiato di alcuna restituzione del prelievo stesso.

— Paesi terzi.

Prelievi in lire italiane per quintale netto, validi dal 1° gennaio 1967 al 31 gennaio 1967

Numero		Denominazione delle merci	Importazioni da:					
della Tariffa	della Statistica		Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
23.07		Foraggi melassati o zuccherati ed altri mangimi preparati per animali; altre preparazioni utilizzate nell'alimentazione degli animali (integratori, condimenti, ecc.):						
		ex B. altri: contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario n. 16/64 e/o prodotti delle voci nn. 04.01, 04.02, 04.03, 04.04 e n. 17.02-A-II:						
		- contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario numero 16/64 (1):						
		- - con tenore in amido inferiore o uguale al 10 %:						
	04 57	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	615,75
	05 58	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	615,75
	07 59	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	615,75
	10 60	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % e inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.303.25
	12 63	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.303,25
		- - con tenore in amido superiore al 10 % ed inferiore o uguale al 30 %:						
	13 65	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187.50	187,50	187,50	187,50	728,85
	18 66	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	728,85
	19 67	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	728,85

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Importazioni da: Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
23.07 (segue)	25 68	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.416,35
	26 71	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.416,35
		- - con tenore in amido superiore al 30 % e inferiore o uguale al 50 %:						
	32 73	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	842,00
	33 74	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	842,00
	35 75	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	842,00
	37 78	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.529,50
		- - con tenore in amido superiore al 50 %:						
	38 81	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	895,25
	39 82	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	895,25
	42 85	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	895,25
		- non contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario n. 16/64 (1):						
	45 88	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	46 89	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	47 90	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	48 94	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.250,00
	51 97	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.250,00

(1) Se 100 chilogrammi di prodotto contengono più di 15 chilogrammi di melassa o di zucchero, va riscosso, in aggiunta al prelievo, un ammontare supplementare pari all'importo dei diritti di qualsiasi natura da riscuotere all'importazione, secondo la provenienza, sulla quantità di melassa o di zucchero eccedente i 15 chilogrammi.

Prelievi in lire italiane per quintale netto, validi dal 1° febbraio 1967 al 2 febbraio 1967

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Importazioni da: Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
23.07		Foraggi melassati o zuccherati ed altri mangimi preparati per animali; altre preparazioni utilizzate nell'alimentazione degli animali (integratori, condimenti, ecc.):						
		ex B. altri: contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario n. 16/64 e/o prodotti delle voci nn. 04.01, 04.02, 04.03, 04.04 e n. 17.02-A-II:						
		- contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario numero 16/64 (1):						
		- - con tenore in amido inferiore o uguale al 10 %:						
	04 57	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	624,60
	05 58	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	624,60
	07 59	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	624,60
	10 60	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % e inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.312,10
	12 63	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.312,10
		- - con tenore in amido superiore al 10 % ed inferiore o uguale al 30 %:						
	13 65	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	756,50
	18 66	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	756,50
	19 67	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	756,50
	25 68	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.444,00
	26 71	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.444,00

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Importazioni da: Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
23.07 (segue)		- - con tenore in amido superiore al 30 % e inferiore o uguale al 50 %:						
	32 73	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	888,45
	33 74	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	888,45
	35 75	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	888,45
	37 78	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.575,95
		- - con tenore in amido superiore al 50 %:						
	38 81	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	950,50
	39 82	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	950,50
	42 85	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	950,50
		- non contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario n. 16/64 (1):						
	45 88	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	46 89	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 % . . .	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	47 90	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 % . . .	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	48 94	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 % . . .	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.250,00
	51 97	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 % . .	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.250,00

(1) Se 100 chilogrammi di prodotto contengono più di 15 chilogrammi di melassa o di zucchero, va riscosso, in aggiunta al prelievo, un ammontare supplementare pari all'importo dei diritti di qualsiasi natura da riscuotere all'importazione, secondo la provenienza, sulla quantità di melassa o di zucchero eccedente i 15 chilogrammi.

Prelievi in lire italiane per quintale netto, validi dal 3 febbraio 1967 al 24 febbraio 1967

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Importazioni da: Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
23.07		Foraggi melassati o zuccherati ed altri mangimi preparati per animali; altre preparazioni utilizzate nell'alimentazione degli animali (integratori, condimenti, ecc.):						
		ex B. altri: contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario n. 16/64 e/o prodotti delle voci nn. 04.01, 04.02, 04.03, 04.04 e n. 17.02-A-II:						
		- contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario numero 16/64 (1):						
		- - con tenore in amido inferiore o uguale al 10 %:						
	04 57	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	632,10
	05 58	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	632,10
	07 59	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	632,10
	10 60	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % e inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.319,60
	12 63	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.319,60
		- - con tenore in amido superiore al 10 % ed inferiore o uguale al 30 %:						
	13 65	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	779,95
	18 66	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	779,95
	19 67	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	779,95
	25 68	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.467,45
	26 71	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.467,45

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Importazioni da: Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
23.07 (segue)		- - con tenore in amido superiore al 30 % e inferiore o uguale al 50 %:						
	32 73	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	927,80
	33 74	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	927,80
	35 75	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	927,80
	37 78	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.615,30
		- - con tenore in amido superiore al 50 %:						
	38 81	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	997,40
	39 82	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	997,40
	42 85	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	997,40
		- non contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario n. 16/64 (1):						
	45 88	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	46 89	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	47 90	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	48 94	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.250,00
	51 97	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.250,00

(1) Se 100 chilogrammi di prodotto contengono più di 15 chilogrammi di melassa o di zucchero, va riscosso, in aggiunta al prelievo, un ammontare supplementare pari all'importo dei diritti di qualsiasi natura da riscuotere all'importazione, secondo la provenienza, sulla quantità di melassa o di zucchero eccedente i 15 chilogrammi.

Prelievi in lire italiane per quintale netto, validi dal 25 febbraio 1967 al 28 febbraio 1967

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Importazioni da: Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
23.07		Foraggi melassati o zuccherati ed altri mangimi preparati per animali; altre preparazioni utilizzate nell'alimentazione degli animali (integratori, condimenti, ecc.):						
		ex B. altri: contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario n. 16/64 e/o prodotti delle voci nn. 04.01, 04.02, 04.03, 04.04 e n. 17.02-A-II:						
		- contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario numero 16/64 (1):						
		- - con tenore in amido inferiore o uguale al 10 %:						
	04 57	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	639,60
	05 58	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	639,60
	07 59	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	639.60
	10 60	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % e inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.327,10
	12 63	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.327,10
		- - con tenore in amido superiore al 10 % ed inferiore o uguale al 30 %:						
	13 65	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	803,40
	18 66	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	803,40
	19 67	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	803,40
	25 68	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.490,90
	26 71	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.490,90

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Importazioni da: Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
23.07 (segue)		- - con tenore in amido superiore al 30 % e inferiore o uguale al 50 %:						
	32 73	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	967,20
	33 74	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	967,20
	35 75	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	967,20
	37 78	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.654,70
		- - con tenore in amido superiore al 50 %:						
	38 81	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	1.044,25
	39 82	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	1.044,25
	42 85	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 % . . .	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	1.044,25
		- non contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario n. 16/64 (1):						
	45 88	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	46 89	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	47 90	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	48 94	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.250,00
	51 97	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.250,00

(1) Se 100 chilogrammi di prodotto contengono più di 15 chilogrammi di melassa o di zucchero, va riscosso, in aggiunta al prelievo, un ammontare supplementare pari all'importo dei diritti di qualsiasi natura da riscuotere all'importazione, secondo la provenienza, sulla quantità di melassa o di zucchero eccedente i 15 chilogrammi.

Prelievi in lire italiane per quintale netto, validi dal 1° marzo 1967 al 5 marzo 1967

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Importazioni da: Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
23.07		Foraggi melassati o zuccherati ed altri mangimi preparati per animali; altre preparazioni utilizzate nell'alimentazione degli animali (integratori, condimenti, ecc.):						
		ex B. altri: contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario n. 16/64 e/o prodotti delle voci nn. 04.01, 04.02, 04.03, 04.04 e n. 17.02-A-II:						
		- contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario numero 16/64 (1):						
		- - con tenore in amido inferiore o uguale al 10 %:						
	04 57	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	634,20
	05 58	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	634,20
	07 59	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	634,20
	10 60	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % e inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.321,70
	12 63	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.321,70
		- - con tenore in amido superiore al 10 % ed inferiore o uguale al 30 %:						
	13 65	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	786,65
	18 66	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	786,65
	19 67	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	786,65
	25 68	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.474,15
	26 71	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.474,15

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Importazioni da: Belgio	Germania	Francia	Lussemburgo	Paesi Bassi	Paesi terzi
23.07 (segue)		- - con tenore in amido superiore al 30 % e inferiore o uguale al 50 %:						
	32 73	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 % . . .	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	939,05
	33 74	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	939,05
	35 75	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 % .	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	939,05
	37 78	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.626,55
		- - con tenore in amido superiore al 50 %:						
	38 81	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 % .	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	1.010,75
	39 82	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 % . . .	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	1.010,75
	42 85	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	1.010,75
		- non contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario n. 16/64 (1):						
	45 88	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	46 89	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 % . . .	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	47 90	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 % . .	187,50	187,50	187,50	187,50	187,50	562,50
	48 94	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 % . . .	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.250,00
	51 97	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 % . .	416,65	416,65	416,65	416,65	416,65	1.250,00

(1) Se 100 chilogrammi di prodotto contengono più di 15 chilogrammi di melassa o di zucchero, va riscosso, in aggiunta al prelievo, un ammontare supplementare pari all'importo dei diritti di qualsiasi natura da riscuotere all'importazione, secondo la provenienza, sulla quantità di melassa o di zucchero eccedente i 15 chilogrammi.

AVVERTENZA

In dipendenza dell'intervenuta variazione dell'inizio della campagna di commercializzazione per i cereali « sorgo e durra » stabilito con decorrenza 1° luglio 1966, i prelievi relativi al periodo dal 1° luglio 1966 al 30 settembre 1966 per talune categorie di alimenti composti per animali indicate dall'articolo 1 del Regolamento comunitario n. 166/64, pubblicati nelle *Gazzette Ufficiali* n. 260 del 18 ottobre 1966 (pagine n. 5317, n. 5318, n. 5319, n. 5320, n. 5321, n. 5322) e n. 319 del 20 dicembre 1966 (pagine n. 6425 e n. 6426), sono sostituiti, limitatamente alle provenienze da Paesi terzi, dai prelievi sottoindicati.

Per le provenienze comunitarie rimangono invariati, per lo stesso periodo dal 1° luglio 1966 al 30 settembre 1966, i prelievi pubblicati nelle *Gazzette Ufficiali* sopracitate.

(*Prelievi in lire italiane per quintale netto*)

Numero		Denominazione delle merci	Importazioni da Paesi terzi			
della Tariffa	della Statistica		dal 1° luglio 1966 al 25 luglio 1966	dal 26 luglio 1966 al 31 luglio 1966	dal 1° agosto 1966 al 31 agosto 1966	dal 1° settembre 1966 al 30 settembre 1966
23.07		Foraggi melassati o zuccherati ed altri mangimi preparati per animali; altre preparazioni utilizzate nell'alimentazione degli animali (integratori, condimenti, ecc.):				
		ex B. altri: contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario n. 16/64 e/o prodotti delle voci nn. 04.01, 04.02, 04.03, 04.04 e n. 17.02-A-II:				
		- contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario numero 16/64 (1):				
		- - con tenore in amido inferiore o uguale al 10 %:				
	04 57	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	618,45	625,95	612,85	603,00
	05 58	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	628,50	636,00	612,85	603,00
	07 59	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	639,00	646,50	612,85	603,00
	10 60	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % e inferiore o uguale al 75 %	1.337,00	1.344,50	1.300,35	1.290,50
	12 63	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 %	1.347,10	1.354,60	1.300,35	1.290,50
		- - con tenore in amido superiore al 10 % ed inferiore o uguale al 30 %:				
	13 65	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	737,30	760,75	719,90	689,05
	18 66	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	747,40	770,80	719,90	689,05
	19 67	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	757,90	781,30	719,90	689,05
	25 68	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 %	1.455,90	1.479,30	1.407,40	1.376,55

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	Denominazione delle merci	Importazioni da Paesi terzi dal 1° luglio 1966 al 25 luglio 1966	dal 26 luglio 1966 al 31 luglio 1966	dal 1° agosto 1966 al 31 agosto 1966	dal 1° settembre 1966 al 30 settembre 1966
23.07 (segue)	26 71	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 % . . .	1.465,95	1.489,40	1.407,40	1.376,55
		- - con tenore in amido superiore al 30 % e inferiore o uguale al 50 %:				
	32 73	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	856,20	895,55	826,95	775,10
	33 74	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	866,25	905,60	826,95	775,10
	35 75	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	876,75	916,10	826,95	775,10
	37 78	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 % . . .	1.574,75	1.614,10	1.514,45	1.462,60
		- - con tenore in amido superiore al 50 %:				
	38 81	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	912,10	959,00	877,35	815,55
	39 82	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 %	922,20	969,05	877,35	815,55
	42 85	- - - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 % . .	932,70	979,55	877,35	815,55
		- non contenenti cereali o prodotti ai quali è applicabile il Regolamento comunitario n. 19 o il Regolamento comunitario n. 16/64 (1):				
	45 88	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari non superiore al 5 %	562,50	562,50	562,50	562,50
	46 89	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 5 % ed inferiore o uguale al 25 % .	572,60	572,60	562,50	562,50
	47 90	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 25 % ed inferiore o uguale al 50 %	583,10	583,10	562,50	562,50
	48 94	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 50 % ed inferiore o uguale al 75 % . .	1.281,10	1.281,10	1.250,00	1.250,00
	51 97	- - con tenore in latte o in prodotti lattiero-caseari superiore al 75 % .	1.291,15	1.291,15	1.250,00	1.250,00

(1) Se 100 chilogrammi di prodotto contengono più di 15 chilogrammi di melassa o di zucchero, va riscosso, in aggiunta al prelievo, un ammontare supplementare pari all'importo dei diritti di qualsiasi natura da riscuotere all'importazione, secondo la provenienza, sulla quantità di melassa o di zucchero eccedente i 15 chilogrammi.

(5742)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 28 luglio 1967, registrato alla Corte dei conti l'8 settembre 1967, registro n. 7 Monopoli, foglio n. 2, è stato dichiarato irricevibile il ricorso straordinario in via amministrativa dei signori Luigia Giannetto e Antonino Sibilla avverso la mancata conferma nell'incarico di coadiutrice e di assistente presso la rivendita generi di monopolio n. 158 di Messina, in quanto proposto oltre il termine di 180 giorni, stabilito dall'art. 16 del testo unico 26 giugno 1924, n. 1054, da quelle di notifica del provvedimento impugnato.

(9878)

Avviso di rettifica

Nel decreto ministeriale 22 luglio 1967 « Nomina delle Commissioni per la perizia dei tabacchi greggi in colli prodotti nella campagna di coltivazione 1966 », pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 217 del 30 agosto 1967, a pagina 4838, seconda colonna, in luogo di: « Gabbi Dino, », leggasi: « Gobbi Dino, ».

(9931)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina del commissario straordinario e dei membri del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Paliano, società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in Paliano (Frosinone).

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con regio decreto 26 agosto 1937, n 1706, modificato con la legge 4 agosto 1955, n. 707;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il decreto del Ministro per il tesoro in data 8 settembre 1967 che dispone lo scioglimento degli organi amministrativi della Cassa rurale ed artigiana di Paliano - società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in Paliano (Frosinone), secondo le norme di cui al titolo 7°, capo 2°, del citato regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375;

Dispone:

Il sig. Casimiro Alfonsi è nominato commissario straordinario ed i signori dott. Vincenzo La Pietra, avv. Ermenegildo Perlini e dott. Ferdinando Giuseppe Fara sono nominati membri del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Paliano - società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in Paliano (Frosinone) in amministrazione straordinaria, con i poteri e le attribuzioni contemplati dalle norme sull'amministrazione straordinaria indicate nelle premesse.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 settembre 1967

Il Governatore: CARLI

(9930)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria del concorso per esami a centottantanove posti di applicato aggiunto in prova nel ruolo della carriera del personale esecutivo dell'Amministrazione centrale della pubblica istruzione e dei Provveditorati agli studi.

Si dà avviso che, nel Bollettino ufficiale, parte 2ª, n. 26-27 del 29 giugno-6 luglio 1967, del Ministero della pubblica istruzione, è stato pubblicato il decreto ministeriale 24 aprile 1957, relativo all'approvazione della graduatoria del concorso per esami a centottantanove posti di applicato aggiunto in prova nel ruolo della carriera del personale esecutivo dell'Amministrazione centrale della pubblica istruzione e dei Provveditorati agli studi, indetto con decreto ministeriale 25 luglio 1964.

(9619)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI BENEVENTO

Varianti alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Benevento.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1907 del 5 aprile 1967, con il quale sono state dichiarate le vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti in provincia di Benevento, bandito con decreto n. 1231 del 15 marzo 1966;

Visto il proprio decreto n. 1906 del 5 aprile 1967, con il quale è stata approvata la graduatoria delle candidate idonee;

Considerato che, a seguito di rinunzia delle vincitrici si sono rese vacanti le condotte ostetriche di Solopaca, Baselice, Castelpoto e Tocco Caudio;

Ritenuto di dover provvedere a dichiarare vincitrici del concorso le cendidate che seguono in graduatoria, secondo l'ordine di preferenza indicato nelle domande di ammissione al concorso;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e successive modificazioni;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Le sottoelencate ostetriche sono dichiarate vincitrici delle condotte ostetriche indicate a fianco di ciascun nominativo:

1) Mela Giulia: Solopaca;
2) Clemente Mafalda: Baselice;
3) Letizio Anna: Castelpoto;
4) Pistacchio Antonietta: Tocco Caudio.

Il presente decreto sarà pubblicato nei modi e ai sensi di legge.

Benevento, addì 9 settembre 1967

Il medico provinciale: SEGRETO

(9821)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.